

# ASSOCIATION DONGEOISE des ZONES à RISQUES et du PPRT.

Déclarée sous le n° : W443001007

- Association loi 1901

DONGES le 6 avril 2020

Marie Aline LE CLER  
1 LE LARRON  
44480 DONGES

Objet : **Pollution bruit**  
*Prière insérer*

à Madame , Monsieur  
Rédaction Presse

## **À DONGES, FAUT-IL FAIRE BEAUCOUP DE BRUIT POUR OBTENIR LE SILENCE ?**

Plus de 3 milliards de personnes dans le monde vivent désormais en confinement et le niveau de bruit extérieur diminue. Concrètement l'énergie sonore dans une grande ville ou une ville de taille moyenne a baissé d'environ 80 % (un chiffre encore plus marqué dans les abords des aéroports, des autoroutes, ou des voies ferrées). « *La biophonie, l'ensemble des sons dus aux êtres vivants, semble avoir pris le pas sur l'antropophonie, l'ensemble des sons liés aux activités humaines* », confirme Jérôme Sueur, maître de conférences au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN). Les citadins des grandes villes entendent, parfois pour la première fois, le chant des oiseaux.

Et pendant ce temps, les Dongeaises et Dongeois, confinés eux aussi comme l'ensemble de la population, continuent malheureusement à subir les nuisances sonores de la raffinerie avec des niveaux dépassant régulièrement le seuil des 53 dB (recommandés par l'OMS).

Est-il nécessaire de rappeler que « Le Bruit Tue » lui aussi ? Au moins 12 000 citoyens de l'Union Européenne décèdent prématurément chaque année de pathologies liées au bruit ...

Les plaintes adressées régulièrement par les riverains auprès de l'exploitant industriel Total et des services de la DREAL (Direction Régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement) restent sans effet ... De même, nous sommes toujours sans nouvelles de la demande d'enquête épidémiologique réclamée par l'ADZRP, les associations de défense des riverains de Méan Penhoët et du village de Gron à Montoir de Bretagne depuis de nombreux mois.

Attentifs et inquiets du développement de la pandémie liée au covid 19, les Dongeuses et Dongeois ne peuvent pas oublier que la zone géographique fortement industrialisée dans laquelle ils vivent est marquée par des taux de maladies graves plus importants que la moyenne nationale.

La crise sanitaire que nous traversons actuellement ne doit pas occulter les préoccupations exprimées par la population.

Il est urgent que l'État et ses services en prennent acte dans l'intérêt général.

Le bureau de l'Association

Marie Aline LE CLER

JEAN Luc BOSQUE

Didier OTT

Stéphane BODINIER

Michel LE CLER